



KPMG S.A.
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association Preveno

Attestation du commissaire aux comptes de l'Association Preveno relative aux dépenses en lien avec le financement "CAP Emploi - Maintien dans l'emploi" pour l'exercice clos le 31 décembre 2025

Exercice clos le 31 décembre 2025
Association Preveno
1 avenue de l'Europe - 59880 Saint-Saulve

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »).

Société anonyme à conseil d'administration
Headquarters:
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association Preveno

1 avenue de l'Europe - 59880 Saint-Saulve

Attestation du commissaire aux comptes de l'Association Preveno relative aux dépenses en lien avec le financement "CAP Emploi - Maintien dans l'emploi" pour l'exercice clos le 31 décembre 2025

Exercice clos le 31 décembre 2025

Monsieur le Président,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association et en réponse à votre demande, nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives aux dépenses engagées en lien avec le financement « Cap Emploi – Maintien dans l'emploi » figurant dans le document ci-joint, et établi dans le cadre de l'obtention du solde du financement de ce dispositif.

Ce document, initialisé aux seules fins d'identification, fait ressortir un montant de dépenses de 299.460 €.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de la direction de l'association Preveno à partir des livres comptables et des états de paie pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué les procédures d'audit sur les comptes annuels de l'association Preveno pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, ont pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination de ces informations. Ces procédures ne seront finalisées qu'après les vérifications spécifiques prévues par la loi. En conséquence, notre rapport de certification n'est pas émis et nous n'exprimons aucune opinion sur ces comptes pris isolément. Il tiendra compte, le cas échéant, des événements survenus postérieurement à la date de la présente attestation.



Nos travaux, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont été effectués selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

Nos travaux ont consisté, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, à :

- prendre connaissance des procédures mises en place par l'association Preveno pour produire les informations figurant dans le document ci-joint et vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection que les informations résultant de l'application de ces procédures concordent avec les données sous-tendant la comptabilité de l'association Preveno ;
- effectuer les rapprochements nécessaires entre ces informations et la comptabilité dont elles sont issues ;
- vérifier la correcte application de la méthode de calcul des clés de répartition étant précisé que notre intervention n'a pas pour objectif de nous prononcer sur la méthode de calcul elle-même ;
- vérifier la conformité de ces informations entre les dispositions telles que décrites dans la convention relative au versement d'une subvention dans le cadre du dispositif « CAP Emploi – Maintien dans l'emploi » ;
- vérifier l'exactitude arithmétique des informations produites ;
- apprécier si ces informations sont présentées de manière sincère.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations figurant dans le document ci-joint.

Cette attestation est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Les diligences mises en œuvre dans le cadre de la présente attestation ne sont pas destinées à remplacer les enquêtes et diligences que les tiers ayant eu communication de cette attestation pourraient par ailleurs mettre en œuvre dans le cadre de cette convention de financement, et nous ne portons pas d'avis sur leur caractère suffisant au regard de leurs propres besoins.

Valenciennes, le 28 avril 2026

KPMG S.A.

Christophe Carlier
Associé

Association Preveno

Attestation du commissaire aux comptes de l'Association Preveno relative aux dépenses en lien avec le financement "CAP Emploi - Maintien dans l'emploi" pour l'exercice clos le 31 décembre 2025
Exercice clos le 31 décembre 2025

REALISE 2025 MAINTIEN DANS L'EMPLOI

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
60 – Achats	2 830	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	1 412	74- Subventions d'exploitation	299 460
Autres fournitures	1 418	Financeurs (Agefiph, FIPHFP, Pôle Emploi)	299 460
61 - Services extérieurs	11 157		
Locations	76		
Entretien et réparation	9 594		
Assurance	1 386	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Documentation	101	-	
62 - Autres services extérieurs	15 034	Région(s) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 374	-	
Publicité, publication	1 284	Département	
Déplacements, missions	10 495	-	
Services bancaires, autres	0	Intercommunalité(s) : EPCI7	
Divers (détailler) : frais postaux et télécommunications	1 881	-	
63 - Impôts et taxes	7 247	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération	4 769	-	
Autres impôts et taxes	2 478	Fonds européens	
64- Charges de personnel	256 764	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels	181 694	Autres établissements publics	
Charges sociales	75 070		
Autres charges de personnel	0		
65- Autres charges de gestion courante	0	75 - Autres produits de gestion courante	0
Aides privées		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
Cotisations liées à la vie statutaire (fédération, siège...)			
Cheops régional - le cas échéant			
Cheops national - le cas échéant			
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- Produits exceptionnels	
68- Dotations aux amortissements, dép. et prov. (merci de préciser dans les données de gestion)	6 428	78 - Reprises sur amortissements, dép. et prov. (merci de préciser dans les données de gestion)	
69- Impôts sur les sociétés			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	299 460	TOTAL DES PRODUITS	299 460
EXCEDENT		DEFICIT	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

PREVENO
Saint Saulve, le 11/02/2026
Anne Vanderhoeve
Responsable Administrative et Financière





KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association Preveno

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association Preveno

1 Avenue de l'Europe - 59880 SAINT-SAULVE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association Preveno

1 Avenue de l'Europe - 59880 SAINT-SAULVE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'Association Preveno,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Preveno relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Valenciennes, le 16 juin 2026

KPMG SA

Christophe Carlier

Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	360 122	353 541	6 581	8 217
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	728 307		728 307	728 307
	Constructions	9 483 523	3 372 601	6 110 921	6 433 117
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 918	2 918		
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations corporelles	1 340 833	1 028 385	312 448	331 202
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	48 830		48 830	
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	20 000	15 813	4 187	8 238
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	102 829	2 554	100 274	157 987
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	3 581		3 581	3 581
	TOTAL (II)	12 090 942	4 775 813	7 315 129	7 670 648
COMPTES DE REGULARISATION	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	3 851		3 851	3 036
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	6 285		6 285	22 315
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 836 897	261 280	1 575 617	1 548 428
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	747 129		747 129	822 458
	Charges constatées d'avance	73 561		73 561	400 053
TOTAL ACTIF (I à VII)	Valeurs mobilières de placement	1 527 189	24 667	1 502 522	2 058 849
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	660 276		660 276	374 709
	TOTAL (III)	4 855 188	285 946	4 569 242	5 229 848
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	16 946 130	5 061 759	11 884 372	12 900 496

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

3 581

3 581

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 588 519	3 588 519
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	3 796 409	3 137 067
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(259 911)	659 341
	Total des fonds propres (situation nette)	7 125 016	7 384 927
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	2 683	4 034
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	2 683	4 034
	Total des fonds propres	7 127 699	7 388 961
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	145 702	119 576
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	145 702	119 576
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	2 008 079	2 273 736
	Emprunts et dettes financières divers (2)	394	
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	53 559	19 921
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	263 976	378 038
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 132 927	2 369 296
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 357	154 685
	Autres dettes	129 678	196 283
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	4 610 971	5 391 959
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	11 884 372	12 900 496
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(259 911,26)	659 341,19
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	2 819 781	3 363 958
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	13 053 586	13 135 618
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	307 667	317 663
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	694	339 865
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	17	2 856
	Total des produits d'exploitation	13 361 964	13 796 002
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements	31 136	39 008
	Variation de stocks	(815)	1 375
	Autres achats et charges externes	2 067 321	2 060 370
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	426 068	452 519
	Salaires	7 407 121	6 615 248
	Cotisations sociales	3 146 966	2 889 648
	Dotation aux amortissements et dépréciations	584 641	443 635
	Dotation aux provisions	26 126	119 576
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	3 513	77 998
	Total des charges d'exploitation	13 692 077	12 699 377
RESULTAT D'EXPLOITATION		(330 112)	1 096 625

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		(330 112)	1 096 625
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	46 976	73 006
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions	6 637	12 922
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		53 614	85 928
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	20 086	3 093
	Intérêts et charges assimilées	43 275	48 516
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		63 361	51 609
RESULTAT FINANCIER		(9 747)	34 319
RESULTAT COURANT avant impôts		(339 859)	1 130 943
	Produits exceptionnels		4 001
	Charges exceptionnelles		30 334
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(26 333)
Participation des salariés aux résultats			154 733
Impôts sur les bénéfices		(79 948)	290 536
TOTAL DES PRODUITS		13 415 578	13 885 931
TOTAL DES CHARGES		13 675 489	13 226 590
EXCEDENT ou DEFICIT		(259 911)	659 341
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **11 884 372** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **13 415 578** euros
 - un total charges de **13 675 489** euros
 - dégage un résultat de **-259 911** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2025**
- finit le **31/12/2025**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, actualisé du règlement 2023-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le Trésorier de l' **Association PREVENO** avec le concours du cabinet SATCEF qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES ET DES MOYENS MIS EN OEUVRE

L'association PREVENO a pour objet l'organisation, le fonctionnement et la gestion du Service de Prévention Santé au Travail Interentreprises dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur avec pour finalité d'éviter toute altération de la santé des salariés des entreprises adhérentes du fait de leur travail.

L'association est constituée sous la forme d'un organisme à but non lucratif, est dotée d'une personnalité civile indépendante de celle de toute autre groupement et d'une stricte autonomie financière.

L'association peut, dans ce cadre, notamment favoriser, grouper, gérer toutes institutions et organismes répondant aux dispositions légales et réglementaires, dont les Lois du 11/10/1946 et du 02/08/2021, ainsi que de tout texte modificatif nouveau qui pourrait venir les préciser ou les substituer. Dans son ressort géographique, l'association peut, sous réserve de l'accomplissement des formalités requises, créer, déplacer, fermer des centres locaux de prévention et de santé au travail.

L'association en tant que Service de Prévention Santé au Travail Interentreprises, a pour mission exclusive d'éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail.

A cette fin, l'association :

- conduit des actions de santé au travail dans le but de préserver la santé physique et mentale des travailleurs tout au long de leur parcours professionnel ;
- conseille les employeurs, les travailleurs et leurs représentants sur les dispositions et mesures nécessaires afin d'éviter ou de diminuer les risques professionnels, d'améliorer les conditions de travail, de prévenir la consommation d'alcool et de drogue sur le lieu de travail, de prévenir ou de réduire la pénibilité au travail et la désinsertion professionnelle et de contribuer au maintien dans l'emploi des travailleurs ;
- assure la surveillance de l'état de santé des travailleurs en fonction des risques concernant leur sécurité et leur santé au travail, de la pénibilité au travail et de leur âge ;
- participe au suivi et contribue à la traçabilité des expositions professionnelles et à la veille sanitaire.

L'association fonde et administre, soit directement, soit par des sections et commissions, des institutions de toute nature susceptible de répondre à cette mission.

Pour la réalisation de ce but, l'association pourra accomplir, dans les limites fixées par la Loi, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets sus énoncés ou à tous objets similaires ou connexes.

Les décrets et obligations réciproques du Service Prévention et de Santé au Travail interentreprises et de ses adhérents doivent être respectés.

PREVENO est agréée pour assurer les missions dévolues par le code du travail aux SPSTI dans les secteurs géographiques de VALENCIENNES (NORD) et de SAMBRE-AVESNOIS (NORD). Cet agrément est accordé pour une durée de 2 ans à compter du 02/05/2024.

PREVENO est agréée pour assurer le suivi des salariés des entreprises de travail temporaires dans le territoire des secteurs géographiques de VALENCIENNES (NORD) et de SAMBRE-AVESNOIS (NORD). Cet agrément est accordé pour une durée de 2 ans à compter du 02/05/2024.

PREVENO est agréée pour assurer les missions dévolues par le code du travail aux SPSTI pour les salariés des entreprises intervenant en installations nucléaires. Cet agrément est accordé pour une durée de 2 ans à compter du 02/05/2024.

Annexe libre

Etat exprimé en **euros**

I- EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

A la date d'arrêté des états financiers 2025 de l'association, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Tout est mis en œuvre pour adapter la stratégie et organiser les plans d'actions nécessaires en fonction de l'évolution de la situation.

II- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

II-1. Méthode générale

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 relatif au plan comptable général.

II-2. Changements comptables

Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable.

A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois du règlement ANC 2022-06 modifiant le Plan Comptable Général et entraînant des changements de comptabilisation et de présentation.

Les principaux impacts des changements comptables à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- En terme de résultat exceptionnel :

- ☒ Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation;
- ☒ Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).

- Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier :

- ☒ Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature;
- ☒ Les remboursements reçus des organismes sociaux en cas d'arrêt maladie, de congés de parentalité ou d'accident du travail et d'IFC figurent en compensation de charges de personnel.

Les principaux impacts du changement de présentation à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Présentation du compte de résultat :

- ☒ Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat;
- ☒ Les transferts de charges N-1 ont été regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions » .

- Présentation du bilan :

- ☒ Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances;
- ☒ Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

II-3. Régime fiscal

L'association est un organisme développant des activités lucratives. Elle est soumise aux impôts au régime de droit commun.

Annexe libre

Etat exprimé en **euros**

II-4. Autres principes, règles et méthodes comptables

II-4.1. EVALUATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Un projet immobilier a été lancé en 2025 sur la commune de FOURMIES. Le coût du bâtiment hors terrain est estimé à 1.039.000 € HT. Aucun emprunt bancaire n'a été contracté à la clôture de l'exercice pour le financement de cet ensemble immobilier.

II-4.2. AMORTISSEMENT ET DEPRECIATION DE L'ACTIF

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels	de 1 à 3 ans
Brevets	7 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 6 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	5 ans
Agencements, aménagements, installations	de 6 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 10 ans
Mobilier	de 5 à 10 ans

II-4.3. STOCKS

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide.

II-4.4. CREANCES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

II-4.5. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

II-4.6. METHODE RETENUE POUR LA COMPTABILISATION DES DROITS D'ENTREE

Compte tenu de l'existence d'un droit d'agir en recouvrement, généré par l'appel des droits d'entrée, ceux-ci sont comptabilisés en produits lors de cet appel.

II-4.7. METHODE RETENUE POUR LA COMPTABILISATION DES COTISATIONS

Compte tenu de l'existence d'un droit d'agir en recouvrement, généré par la facturation des cotisations, celles-ci sont comptabilisées en produits lors de l'appel de cotisations.

II-4.8. AUTRES RESSOURCES DE L'EXERCICE

Au titre de l'exercice 2025, PREVENO a réalisé les actions suivantes financées par des subventions d'exploitation :

- Dans la cadre de la convention de partenariat avec l'association HANDYN'ACTION (réseau CAP EMPLOI), PREVENO a perçu une contribution financière de 299.460 € intégralement utilisée sur l'exercice.

La convention est conclue pour une durée de 5 ans (du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027).

La convention a pour objet la réalisation des actions suivantes : informer, conseiller, accompagner les salariés/agents handicapés, les employeurs et les travailleurs indépendants en vue d'un maintien dans l'emploi d'une personne en risque de perte d'emploi du fait de l'inadéquation entre la situation de travail et son état de santé ou de son handicap.

II-4.9. INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

PREVENO a souscrit un contrat auprès de ARIAL ASSURANCE membre du groupe AG2R LA MONDIALE pour l'ensemble du personnel de l'association. Le contrat couvre les engagements d'indemnités de départ en retraite. Au 31/12/2025, le montant du fonds collectif de l'association s'élève à 398.418 €.

PREVENO bénéficie d'un second contrat issu du rapprochement avec STSA. Le contrat a été souscrit auprès du CIC. Au 31/12/2025, le montant du fonds collectif de l'association s'élève à 456.028 €.

II-4.10. PROVISION POUR RISQUES

Dans plusieurs décisions en date du 13/09/2023, la chambre sociale de la Cour de cassation a mis en conformité le droit français avec le droit européen en matière de congés payés. Elle consacre le principe selon lequel les salariés en arrêt maladie ou en accident continuent d'acquérir des congés payés pendant leur arrêt de travail.

La provision pour risque a été ajustée à hauteur de 119.576 €.

L'association a estimé la sortie probable de ressources sur la base des salariés présents et sortis en arrêt de travail sur la période du 01/06/2020 au 31/05/2024.

Des négociations salariales avec un salarié devraient entraîner un rattrapage de salaires estimé à 19.922 €. Une provision pour risque a été constatée dans les comptes de 2025.

Un litige suite au licenciement d'un salarié survenu en 2025 a conduit l'association à constater une provision pour risque de 6.204 €.

III- FAITS CARACTERISTIQUES POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

Annexe libre

Etat exprimé en **euros**

IV- TABLEAU RELATIF AUX PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

	Net
Produits exceptionnels	0
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
QP subvention d'investissement virée au résultat	
Charges exceptionnelles	0
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	0

V- VENTILATION DES RESSOURCES

Répartition par secteur d'activité	Montant
Cotisations	13 053 586
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	
Subventions d'exploitation	306 316

VI- AUTRES INFORMATIONS

VI-1. EFFECTIF MOYEN

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres et assimilés	86	
Non cadres	71	
TOTAL	157	0

VI-2. REMUNERATION DES CADRES DIRIGEANTS ET BENEVOLES

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Annexe libre

Etat exprimé en **euros**

VI-3. INFORMATIONS RELATIVES AU REGIME FISCAL

DETTES ET CREANCES D'IMPOT DIFFEREES :

	Montant	Impôts
Provision non déductible l'année de la dotation	32 638 €	8 160 €
Plus-value latente sur SICAV	20 674 €	5 169 €
Moins-value nette à long terme	4 051 €	0 €
Participation		

Immobilisations

Etat exprimé en **euros**
Règlement ANC 2022-06

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	358 202		1 920			360 122
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	358 202		1 920			360 122
CORPORELLES	Terrains	728 307					728 307
	Constructions sur sol propre	9 021 547		35 177			9 056 724
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	400 527		26 272			426 799
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 918					2 918
	Instal., agencement, aménagement divers	197 582					197 582
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 046 041		97 211			1 143 252
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			33 285			33 285
	Avances et acomptes			15 544			15 544
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 396 921		207 490			11 604 411
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DES TINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations	20 000					20 000
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	161 796		2 657		61 624	102 829
	Prêts et autres immobilisations financières	3 581					3 581
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	185 376		2 657		61 624	126 410
TOTAL		11 940 499		212 066		61 624	12 090 942

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			349 985	3 555		353 541
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			349 985	3 555		353 541
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre			2 669 037	365 028		3 034 065
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement			319 920	18 616		338 536
	Instal technique, matériel outillage industriels			2 918			2 918
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			116 924	17 524		134 448
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier			795 496	98 441		893 937
	Emballages récupérables et divers						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			3 904 295	499 610		4 403 905
TOTAL				4 254 280	503 165		4 757 445

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	119 576	26 126		145 702
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	119 576	26 126		145 702
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	11 762 3 809	4 051	1 255	15 813 2 554
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	180 499	81 475	694	261 280
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	14 014	16 035	5 383	24 667
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	210 085	101 561	7 332	304 314
	TOTAL GENERAL	329 661	127 687	7 332	450 016
	Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		107 603 20 086	694 6 637	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	3 581	3 581	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	313 515	313 515	
	Autres créances clients, usagers	1 523 382	1 523 382	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	276 707	276 707	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	297 850	297 850	
	Taxes sur la valeur ajoutée	40 034	40 034	
	Autres impôts, taxes versements assimilés	32 406	32 406	
	Divers	19 230	19 230	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	80 902	80 902	
	Charges constatées d'avance	73 561	73 561	
	TOTAL DES CREANCES	2 661 169	2 661 169	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	2 008 079	270 449	1 132 025	605 605
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	394	394		
	Fournisseurs et comptes rattachés	263 976	263 976		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	787 151	787 151		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	784 505	784 505		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	424 642	424 642		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	136 629	136 629		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 357	22 357		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	129 678	129 678		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	4 557 412	2 819 781	1 132 025	605 605
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		265 182			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	3 588 519				3 588 519
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	3 137 067	659 341			3 796 409
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	659 341	(659 341)		259 911	(259 911)
Situation nette	7 384 927			259 911	7 125 016
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	4 034			1 351	2 683
Provisions réglementées					
TOTAL	7 388 961			261 262	7 127 699

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	6 855		245	6 609
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	6 855		245	6 609
Quotes-parts virées au compte de résultat	2 821	1 351	245	3 927

1 351

Concours publics et subventions

31/12/2025	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation					306 316	306 316
Subventions d'investissement						
TOTAL					306 316	306 316

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
CAP EMPLOI		299 460	
AGEFIPH		6 856	
Totalisation		306 316	

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		365 035
Autres immobilisations financières <i>INT.COUR.S/TITRES IMMOB.</i>	2 657	2 657
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	144 964	144 964
Autres créances <i>FRN RRR A OBTENIR</i> <i>PERSONNEL PDTS A RECEVOIR</i> <i>ETAT PRODUITS A RECEVOIR</i> <i>BANQUES PROD. A RECEVOIR</i> <i>DEBIT.CRED.DIV.PROD.A REC</i>	64 125 152 19 230 2 277 70 691	217 414

Charges à payer

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Charges à payer		1 351 634
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <i>INT.COURUS/EMPRUNT ETAB.C</i>	394	394
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FRN FACTURES NON PARVENUES</i>	144 033	144 033
Dettes fiscales et sociales <i>CONGES A PAYER</i> <i>AUTRES CHARGES PERS A PAYER</i> <i>ORG.SOC. CH./CONGES A PAYER</i> <i>ORG.SOC. CHARGES A PAYER</i> <i>ETAT CH FISC/CONGES A PAYER</i> <i>FAP/FORMATION CONTINUE</i> <i>FAP/PARTIP.CONSTRUCTION</i> <i>FAP/TAXE D'APPRENTISSAGE</i> <i>ETAT AUTRES CH. A PAYER</i>	763 095 1 200 350 252 2 366 8 623 19 757 32 638 6 540 22 736	1 207 206

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				73 561
CCA d'exploitation			73 561	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				73 561